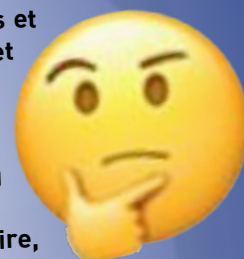




La FONCTION PUBLIQUE, au service de TOUS

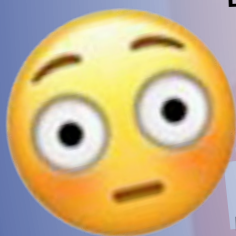
La fonction publique :
issue d'une maturation lente mais fortement modifiée
au sortir de la seconde guerre mondiale.

Après un Ancien Régime dont l'administration est soumise aux baillis, sénéchaux et autres officiers et commissaires, les révolutionnaires puis Napoléon professionnalisent peu à peu la fonction publique et rendent les charges les moins importantes accessibles au plus grand nombre. C'est finalement le régime de Vichy qui imposera un statut de la FP - fortement hostile au droit de grève. Au sortir de la guerre, puis progressivement tout au long de la seconde partie du XXe siècle sera construit un statut qui garantira une indépendance des agents publics, avec la séparation du grade et de l'emploi, ou encore le principe de l'égalité d'accès aux carrières publiques. Ainsi, le statut est d'abord une protection des citoyens. En protégeant les fonctionnaires de l'arbitraire, il évite l'instrumentalisation de l'administration à des fins partisans par un pouvoir politique quelconque.



Les attaques au statut : la précarité, la fonction publique d'emploi et les politiques managériales.

Les politiques libérales en place depuis plusieurs décennies ont encore accentué le nombre d'agents contractuels dans la fonction publique atteignant, malgré les différents plans de déprécarisation, près de 22 % des effectifs. Or le système contractuel, véritable variable d'ajustement, est en opposition avec les grands principes de la fonction publique en ce que les contrats rendent les conditions d'accès et de service inégalitaires. La fonction publique d'emploi, avec une dépendance plus grande des fonctionnaires vis-à-vis de ceux qui les nomment, à savoir l'organe exécutif, reste un objectif à atteindre pour certains groupes politiques. Il en est de même avec le «nouveau management public» oubliant au passage que l'intérêt général est parfois difficilement quantifiable.



Avec le Snetap-FSU, combattre les idées reçues et les politiques libérales d'austérité.

Non, avec un 5ème rang mondial en terme de richesse, il n'y a pas trop de fonctionnaires en France. Au contraire, les fonctionnaires sont gages d'égalité entre les usagers et de davantage de service rendu.

Non, les fonctionnaires ne coûtent pas cher au contribuable : à titre d'exemple, seule une élite pourrait se payer les 11 630€ que coûte un étudiant dans le supérieur. De la même façon, la France se situe derrière les États-Unis pour ce qui concerne la dépense publique par habitant, et cela pour un service moindre.

Non, l'austérité ne permet pas de réduire la dette. En revanche, elle affaiblit notre système de solidarité ainsi que les garanties liées à la FP de carrière. Seules une fonction publique étendue, une refonte de la fiscalité et une Europe repensée peuvent permettre une amélioration des conditions de vie de tous et toutes.



pour aller plus loin...



snetap@snetap-fsu.fr